



**ACADÉMIE
DE NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Nature du Marché : n°2025-BLONDEL-MOE

Marché de Maîtrise d'œuvre

Pour la

**Mise en conformité des façades du BÂTIMENT
B44 « E.BLONDEL »**

CAMPUS MONT SAINT AIGNAN (76)

Mode de passation :

**Procédure avec négociation selon les articles
L2124-3 et R2172-2
du Code de la Commande Publique**

Le présent cahier comporte 14 pages numérotés de 1 à 14.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Candidature de maîtrise d'œuvre - 1ère ETAPE

Pouvoir adjudicateur :

RECTORAT DE NORMANDIE

24 rue de Fontenelle

76000 ROUEN

Représenté par :

La Rectrice de l'académie de Normandie

Etape 1 : Date limite de remise des candidatures : le 30 / 06 / 2025 à 12h00

Etape 2 : Date prévisionnelle de remise des offres : Septembre 2025

Table des matières

ARTICLE 1 – SYNOPSIS DE LA CONSULTATION	3
1.1. ACHETEUR – MAITRE D’OUVRAGE	3
1.2. OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.3. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE	3
ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE DE PASSATION.....	4
2.1. MODE DE PASSATION	4
2.2. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE.....	4
ARTICLE 3 – DOSSIER DE CONSULTATION - CONDITIONS DE PARTICIPATION	6
3.1. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION (1 ^{er} Phase).....	6
3.2. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
3.3. INTERDICTION DE MODIFIER LES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION.....	6
3.4. CONDITIONS DE PARTICIPATION DES SOUMISSIONNAIRES	6
3.4.1. FORME JURIDIQUE - GROUPEMENT	6
3.4.2. COMPETENCES REQUISES DE L’EQUIPE DE MAITRISE D’ŒUVRE	7
ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURE	8
4.1. MODALITES DE REMISE DES DOSSIERS DE CANDIDATURES.....	8
4.2. CONTENU DES PLIS – (Cadres de présentation)	9
4.3. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	10
4.4. DEMANDE DE PRECISIONS ET/OU INTERROGATIONS DES SOUMISSIONNAIRES.....	10
ARTICLE 5 – CRITERE DE JUGEMENT DES CANDIDATURES.....	11
ARTICLE 6 – PRECISION SUR LA PHASE DE NEGOCIATION (2^{ème} étape).....	12
6.1. PIECES JUSTIFICATIVES A REMETTRE (PHASE 2)	12
6.2. CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES (PHASE 2).....	12
ARTICLE 7 – DELAIS ET CALENDRIER PREVISIONNEL ETUDES.....	13
ARTICLE 8 – INDEMNISATION DES CANDIDATS	14
ARTICLE 9 – PIECES A FOURNIR POUR L’ATTRIBUTION.....	14
ARTICLE 10 – DECLARATION SANS SUITE DE LA PROCEDURE	14
ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES – MODALITES DE RECOURS	15
11.1. REGLEMENT DES LITIGES :	15
11.2. VOIES ET DELAIS DE RECOURS :	15

ARTICLE 1 – SYNOPTIQUE DE LA CONSULTATION**1.1. ACHETEUR – MAITRE D'OUVRAGE**

RECTORAT DE ROUEN
25 rue de Fontenelle
76000 ROUEN

1.2. OBJET DE LA CONSULTATION**CONTEXTE OPERATIONNEL**

Le bâtiment Blondel a été réhabilité en 2015, sous la maîtrise d'ouvrage du Rectorat.

Peu de temps après sa mise en service sont apparus un certain nombre de désordres au niveau des composantes techniques de l'enveloppe qui ont engendré un risque majeur pour les usagers du campus, avec notamment le décrochement et la chute d'éléments de façades en aluminium (couvertines, cassettes, et bavettes d'appuis de fenêtres).

Le Rectorat de Normandie a donc engagé une procédure de référé expertise auprès du tribunal administratif de Rouen. Dans ce cadre, un expert judiciaire a été désigné. Ce dernier a conclu à la généralisation du désordre qui résulte surtout de malfaçons et du non-respect des normes fixées par le fabricant. Actuellement, l'ensemble des façades est sécurisé par des filets de protection.

Avec l'usage, d'autres dysfonctionnements sont apparus sur les ouvrants de la façade sud, réalisée selon un principe de mur rideau ventilé.

On observe notamment :

- Le vieillissement et la casse prématurée des quincailleries,
- Une difficulté à manoeuvrer les ouvrants à la française qui pour certains d'entre eux présentent un basculement en partie haute,
- Un dysfonctionnement récurrent des stores d'occultation.

Le présent marché est un marché de maîtrise d'œuvre pour la mise en conformité technique et réglementaire des façades du bâtiment 44 «BLONDEL» situé sur le campus de Mont Saint Aignan.

Le candidat retenu se verra attribuer une mission de base, catégorie d'ouvrage de type réhabilitation de bâtiment (avec Diagnostic), étendue aux éléments de missions complémentaires, avec SYNTHESE et OPC.

- Le détail du contenu pour chaque élément de mission sera précisé au CCAP MOE.

1.3. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

Code CPV	Libellé CPV
71000000-8	Services d'architecture, services de construction, services d'ingénieries et services d'inspection
Nomenclature Nomades (SIFAC)	BF 12 : MAITRISE D'ŒUVRE ET INGENIERIE
Type de marché : Maîtrise d'œuvre.	
Catégorie d'ouvrage : 2 - Opération de réhabilitation	

Lieu d'exécution	: Bâtiment 44 - Campus de Mont-Saint-Aignan (76130)
Nature des prix	: Prix forfaitaires, révisable.
CCAG applicable	: CCAG MOE , applicables aux marchés publics de Maîtrise d'œuvre approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et modifié par arrêté du 29 décembre 2022, hormis les clauses particulières précisées ci-après qui viennent s'y substituer ou les compléter.
Durée prévisionnelle	: 4 ans à compter de Décembre 2025. - Début des études : Décembre 2025 - Notification prévisionnelle des marchés Tx : Septembre 2026 - Délai prévisionnel des travaux : 16 mois, compris période de préparation Nota : Le maître d'ouvrage prendra possession, avant l'achèvement des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrage (réception partielles).
Variantes	: Non autorisées
Coût prévisionnel des Travaux :	Le montant des travaux est indiqué à l'art 2 de l'acte d'engagement. Il ne devra pas dépasser 1 250 000,00 Ht (TVA 20%), valeur M ₀ Juin 2025, <u>Ce montant comprend :</u> <ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>pour la tranche ferme:</u> <ul style="list-style-type: none"> - Les travaux de dépose de la totalité des façades en bardage aluminium compris isolant, y compris supports - Les travaux de fourniture et pose d'un bardage aluminium de type cassette y compris isolant au droit de la totalité des surfaces déposées. (850.000,00 € HT travaux) - Les travaux provisoires et sujétions liées au phasage, ➤ <u>Pour la tranche conditionnelle</u> <ul style="list-style-type: none"> - Le remplacement de l'ensemble des châssis de la façade Sud y compris les vitrages sérigraphiés de meneaux fixes.(400.000,00 € HT)
Contraintes liées à l'opération :	Les travaux seront réalisés en site occupé. Pendant toute la durée de l'opération, le bâtiment devra rester en fonctionnement.

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE DE PASSATION.

2.1. MODE DE PASSATION

La présente procédure est engagée sous la forme d'une procédure formalisée avec négociation pour la mise en compétition d'équipes de Maîtrise d'œuvre, limitée à l'examen des compétences, moyens et références pour la passation d'un marché négocié de maîtrise d'œuvre, organisé dans les conditions fixées dans les articles R2124-3 et R 2172-2 et 2-1.

Procédure par laquelle le maître d'ouvrage, après analyses des candidatures, dresse la liste des candidats admis à négocier et engage les négociations avec ces derniers afin de choisir le titulaire du marché.

2.2. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

La procédure négociée se déroule en deux étapes, avec notamment :

➤ **Etape 1 : Phase de sélection de candidature (sur dossier) :**

La sélection des candidats qui seront admis à soumissionner est réalisée sur dossiers, après examen des **compétences**, des **moyens** et des **références**.

Les candidatures seront examinées par l'acheteur qui retiendra une liste de **4 candidats** admis à présenter une offre et à participer aux négociations.

A l'issue de cette 1^{ère} phase, une lettre d'invitation à participer à la négociation sera adressée aux candidats sélectionnés. Cette lettre d'invitation sera accompagnée du dossier de consultation des équipes de maîtrise d'œuvre.

➤ **Etape 2 : Phase de négociation (avec entretien) :**

Cette seconde étape consiste à engager une phase de négociation avec les candidats retenus selon les modalités suivantes :

A/ Organisation d'une réunion collective sur site pour notamment :

- Présenter et expliquer les attentes de la maîtrise d'ouvrage ;
- Organiser la visite des lieux ;
- Répondre aux questions des candidats sur le programme ou le règlement de la consultation et clarifier les zones d'incertitude possibles.

A l'issue de cette rencontre, les candidats seront invités à remettre leur offre selon les modalités du marché stipulées à l'article 6.1 du présent règlement.

B/ Analyse des offres et audition de candidats selon les modalités précisées à l'article 6.2.

➤ **Clôture des négociations et choix de l'attributaire**

Le maître d'ouvrage fixera une date limite commune pour la présentation d'éventuelles offres révisées. Le marché sera alors notifié au titulaire selon la procédure du marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application de l'article R2122-6 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 3 – DOSSIER DE CONSULTATION - CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION (1^{ER} PHASE)

Conformément à l'article R2132-2 du Code de la Commande Publique, les documents de la consultation sont mis gratuitement à la disposition des opérateurs économiques et peuvent être téléchargés à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Il est recommandé aux soumissionnaires de s'authentifier sur le site et d'indiquer une adresse de courrier électronique permettant de procéder, de façon certaine, aux échanges de correspondance et notamment de recevoir d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

3.2. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation «phase (1) candidature », contient les documents suivants :

- ✧ **Le Règlement de consultation.**
- ✧ **Annexe 1 : Fiche opération**
- ✧ **Annexe 2 : Présentation du groupement**
- ✧ **Annexe 3 : Fiche de renseignement (Moyens et compétences de chaque membre) – a) Prestataire unique / b) membre du groupement.**
- ✧ **Annexe 4: a) Fiche de référence / b) Présentation des références.**
- ✧ **Annexe 5 : Tableau de synthèse des moyens, références et compétences**

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer, au plus tard 6 jours avant la date limite des candidatures, des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, les dispositions du présent article sont applicables en fonction de la nouvelle date définie.

3.3. INTERDICTION DE MODIFIER LES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Les soumissionnaires n'apporteront aucune modification au cahier des charges.

Les prestations se réaliseront conformément aux prescriptions du cahier des charges.

3.4. CONDITIONS DE PARTICIPATION DES SOUSMISSIONNAIRES

3.4.1. FORME JURIDIQUE - GROUPEMENT

Les candidats peuvent soumissionner seuls ou sous forme de groupement momentané composé de spécialistes, capables, ensemble, de maîtriser la totalité des disciplines concernées par la spécificité de l'ouvrage, et réunissant les compétences en adéquation avec le dossier de consultation.

Le mandataire désigné possédera obligatoirement des compétences de conception architecturale et technique des bâtiments. Il sera, de plus, inscrit à l'ordre français des architectes (ou équivalent).

Aucune forme spécifique de groupement n'est imposée après attribution. Toutefois, en cas d'attribution à un groupement conjoint, le **mandataire sera nécessairement solidaire** pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

- ✧ **L'architecte mandataire ne peut pas répondre à la fois en tant que mandataire d'un groupement et en tant que membre d'un autre groupement. Les BET peuvent être**

membres de plusieurs équipes de maîtrise d'œuvre sans limitation.

▲ Les BET peuvent être membres de plusieurs équipes de maîtrise d'œuvre sans limitation.

Chaque membre de l'équipe devra donner son mandat à l'architecte.





Si un co-traitant est membre de plusieurs groupements, il s'engage, en soumissionnant à la présente procédure, à respecter le principe de confidentialité du droit à la concurrence.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres pour un même lot, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

3.4.2. COMPETENCES REQUISES DE L'EQUIPE DE MAITRISE D'ŒUVRE.

L'équipe de maîtrise d'œuvre comprendra obligatoirement un architecte mandataire inscrit à l'ordre français (ou équivalent). Elle possèdera également les compétences minimales suivantes :

-  Revêtement de Façade (bardage métallique) avec isolation
-  Économie du bâtiment
-  BET Structure
-  OPC

Les équipes ne possédant pas toutes les compétences requises seront exclues.

ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURE

4.1. MODALITES DE REMISE DES DOSSIERS DE CANDIDATURES

La remise des dossiers se fait exclusivement sur le profil de l'acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> avant les dates et heures limites indiquées sur la page de garde du présent document.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2132-7, et sous réserve des dispositions des articles R.2132-11 à R.2132-13 du code de la commande publique, toutes les communications et tous les échanges d'informations lors de la passation d'un marché sont effectués par des moyens de communication électronique sécurisés.

Il est demandé aux candidats de ne pas utiliser de caractères spéciaux ni de lettres avec accent dans le nommage des documents afin d'éviter des difficultés de téléchargement des documents.

Les candidats peuvent faire déposer leur pli électronique par une société mandataire dont c'est l'activité. Dans ce cas, l'attestation de mandat devra être fournie.

Le pli sera considéré « hors délai » si la transmission du pli a commencé avant la fin du délai, mais s'est achevée après ce délai, et si une copie de sauvegarde a été reçue dans ce délai, elle doit être ouverte.

Si une nouvelle proposition est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Les candidatures remis autrement que par voie électronique seront déclarées irrégulières. Toutefois, l'acheteur se réserve le droit de régulariser les candidatures déclarées irrégulières.

Les candidatures doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en français.

La signature électronique nécessite un certificat de signature électronique et un logiciel de signature. Toutefois, le candidat n'a pas besoin de disposer d'un logiciel de signature s'il utilise un portail Internet offrant cette fonctionnalité.

Les éléments demandés et contenus dans chacune des offres seront des fichiers rédigés dans l'un des formats suivants : format Acrobat (".pdf"); format Excel (".xls"), format word (".doc"), format Powerpoint (".ppt").

Virus :

Les soumissionnaires s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus et devront être traités préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité du pli et celui-ci sera considéré comme n'ayant pas été reçu. Le soumissionnaire en sera averti.

Copie de sauvegarde :

Les candidats souhaitant remettre une copie de sauvegarde de leur candidature dématérialisée peuvent l'envoyer sur un support physique à l'adresse suivante :

**Rectorat de Normandie
Direction des Affaires Immobilières
25 rue de Fontenelle – 76000 Rouen**

- Ce pli, fermé, doit mentionner « **copie de sauvegarde** » de manière claire et lisible et identifier la procédure concernée.

4.2. CONTENU DES PLIS – (CADRES DE PRESENTATION)

L'architecte mandataire de l'équipe joindra à sa candidature, sous un pli unique commun, l'ensemble des dossiers suivants et pour chaque membre de l'équipe :

Document	Descriptif
Constitution de l'équipe avec notamment :	
Annexe 2 du RC : Synthèse du groupement, accompagné de	
Lettre de candidature (DC1 ou équivalent)	La composition de l'équipe (adaptation des compétences à l'objet du marché : Bardage métallique et menuiseries extérieures) OU Lettre de candidature identifiant tous les membres de l'équipe et pouvoir de chaque co-traitant avec habilitation du mandataire. DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Économie http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat
Et pour chaque membre du groupement :	
Déclaration du candidat (DC2 ou équivalent)	Déclaration du candidat individuelle et de chaque membre du groupement DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Économie http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat
Qualifications professionnelles	Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)
Titres d'études et professionnels	Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché Inscription à l'ordre des architectes pour le mandataire
Annexe 3 du RC Détail de la structure	- Les moyens humains (effectifs) du candidat et de ses co-traitants. * Organigramme des équipes à joindre au dossier. - Les moyens matériels du candidat et de ses co-traitants
Annexes 4a et 4b : Références (5 fiches maximum par membre de l'équipe)	- Références du candidat et de ses co-traitants effectués sur les 7 dernières années dans le domaine d'activité ou d'importance relativement équivalente à l'objet du marché. - Il devra être précisé les missions exactes exécutées pour les références présentées
Annexe 5 : Synthèse	- Tableau de synthèse des moyens, références et compétences des membres de l'équipe

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté, le candidat devra fournir à l'acheteur :

- une déclaration DC4
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique ;
- les mêmes documents que le candidat titulaire en ce qui concerne les capacités techniques, professionnelles et financières.

Les candidats établis dans un état membre de l'Union Européenne autre que la France devront produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine, selon les mêmes modalités que celles prévues pour les candidats établis en France.

Les candidats établis dans un pays tiers doivent pour les impôts taxes et cotisations sociales ne donnant pas lieu, dans ledit pays, à la délivrance d'un certificat par les administrations et organismes de ce pays, produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative de ce pays.

En application de l'article R. 2144-2 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux prestataires dont la candidature est incomplète, de fournir les justificatifs manquants dans un délai approprié à compter de la réception de la demande.

Tout retard dans la remise des dossiers, les divers manquements, partiel ou total, aux disposition et règles de la consultation sont soumis à l'avis du comité de sélection qui décide de l'exclusion éventuelle des candidats.

4.3. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

4.4. DEMANDE DE PRECISIONS ET/OU INTERROGATIONS DES SOUMISSIONNAIRES

Les demandes de précisions et/ou interrogations des soumissionnaires devront s'effectuer via le profil d'acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les demandes de précisions et/ou interrogations des soumissionnaires devront impérativement intervenir au plus tard six jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 5 – CRITERE DE JUGEMENT DES CANDIDATURES

Après réception des dossiers de candidatures, le **comité de sélection** examinera les candidatures et procédera à un classement pour sélectionner les 4 candidats admis à participer à la seconde étape de la procédure.

Le classement est établi sur la base des critères suivants, de même importance :

Critère 01 : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

➤ **1 Fiche par groupement** : Composition de l'équipe. (Annexe 02 du RC)

- Présence de toutes les compétences clairement identifiées au sein de l'équipe ; les équipes incomplètes seront éliminées

➤ **1 Fiche par membre de l'équipe** : Compétences et aptitude à répondre à l'objet du marché. (Annexes 3 du RC)

Chaque membre du groupement devra justifier :

- D'une expérience et de qualifications professionnelles relatives aux compétences attendues dans le cadre de ce projet avec notamment les spécialités attendues.
- De garanties professionnelles et financières en adéquation des moyens humains et techniques proposés pour l'objet du marché
- De capacité économique et financière suffisantes.

Critère 02 : fiches de références

➤ **Qualité architecturale et technique en matière de réhabilitation et/ou restructuration en lien avec le projet.**

Chaque membre du groupement devra produire 5 références (Annexe 04a pour chaque membre du groupement + 4b uniquement pour l'architecte), en matière de réhabilitation et restructuration de façades de bâtiments en bardage métallique :

- Marché de maîtrise d'œuvre attribué, sur les 7 dernières années références postérieures au 01/01/2017).
- Hors bâtiments industriels et de préférence en réhabilitation d'ouvrage

- * En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale.

L'annexe 05 de synthèse devra être transmise pour chaque groupement au format excel non verrouillé

- **Le choix définitif des équipes de concepteurs admises à concourir incombe à l'acheteur.**

ARTICLE 6 – PRECISION SUR LA PHASE DE NEGOCIATION (2ème étape)

Les candidats sélectionnés seront invités à une phase de négociation selon les modalités définies à l'art 2.1 – Déroulement de la procédure, du présent document.

6.1. PIECES JUSTIFICATIVES A REMETTRE (PHASE 2)

A l'issue de cette étape, les candidats retenus devront remettre un dossier complet rédigé en langue française composé des pièces suivantes :

- a) L'acte d'engagement et ses annexes financières.

Le forfait de rémunération forfaitaire et provisoire escompté par les concepteurs dans le domaine du bâtiment sera décomposé par éléments de mission et tiendra compte des éléments stipulés à l'article R2432-6 du code de la commande publique et notamment :

- De **l'étendue de la mission**, appréciée notamment au regard du nombre et du volume des prestations demandées, de l'ampleur des moyens à mettre en œuvre, de **l'allotissement pressentis pour les marchés de travaux, des délais impartis** et, **des engagements** pris par le maître d'œuvre pour respecter le coût prévisionnel des travaux ;
- **Du degré de complexité** de la mission, apprécié notamment au regard du type et de la technicité de l'ouvrage, de son insertion dans l'environnement, des exigences et contraintes du programme ;
- **Du coût prévisionnel des travaux** basé sur l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage (partie affectée aux seuls travaux de rénovation).

- b) Le CCAP et ses annexes dûment remplis et signés par l'ensemble des co-traitants avec indication du mandataire commun.

- c) Le programme signé (page de garde et sommaire)

- d) Une note méthodologique et une note de motivation qui permettront d'apprécier l'organisation envisagée pour l'opération concernant la qualité des études, le suivi du chantier notamment dans la perspective d'une réhabilitation de bâtiment en site occupé.

🔒 Ce dossier ne doit inclure, ni plans, ni esquisses de projet, ni note explicative sous peine de nullité.

Le marché sera exprimé en euros ; les variantes seront interdites.

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres indiquée dans la lettre d'invitation à négocier.

Pour information, la remise des offres et la phase de négociations sont envisagées courant Septembre 2025.

6.2. CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES (PHASE 2)

Le Pouvoir Adjudicateur procédera à l'examen des offres et procédera à l'audition des candidats (mandataire et intervenants pressentis des cotraitants et sous-traitants).

***** Aucune présentation d'éléments d'étude relatifs à l'opération objet du marché ne sera autorisée.**

L'entretien durera 75 minutes pendant lesquelles les points suivants seront abordés.

Ils correspondent aux critères hiérarchisés du choix de l'offre économiquement la plus

Commenté [FJ(1)]: C

Commenté [FJ(2)]: Cela paraît un peu tôt

avantageuse. :

1/ Conditions d'exécution du marché : 70%

L'organisation envisagée pour l'opération concernant le respect des délais, la qualité des études, le suivi du chantier (note méthodologique et motivation) en site occupé ainsi que le suivi de la mise en service du bâtiment.

2/ Examen du projet de contrat : 30%

Honoraires proposés

Le Pouvoir Adjudicateur établira un classement des offres en se fondant sur les critères de jugements énumérés ci-dessus et choisira le lauréat après audition des candidats.

*** Documents qui seront mis à disposition des équipes admises à présenter une offre.**

- Le modèle d'acte d'Engagement.
- Le CCAP-MOE et ses annexes :
 - Annexe 1 : Contenu des éléments de mission y compris missions complémentaires.
 - Annexe 2 : Structure du rapport d'analyse des offres
 - Annexe 3 : Engagement du Maître d'œuvre sur un cout prévisionnel des travaux et sur le forfait de rémunération définitif
 - Annexe 4 : Engagement du Maître d'œuvre sur le coût de réalisation des travaux.
- Les plans (format DWG).
- Le rapport du BET spécialisé relatif aux désordres de façades en cassettes aluminium.

ARTICLE 7 – DELAIS ET CALENDRIER PREVISIONNEL ETUDES

Début des études	Septembre 20205
DIAG	Délai 12 semaines (DEC 25 – FEV26)
APS	Délai 4 semaines (FEV - MARS 26)
APD	Délai 4 semaines (MARS - AVRIL 26)
PRO/Quantités	Délai 4 semaines (AVRIL -MAI 26)
DCE	Délai 2 semaines (MAI 26)
Notification des marchés de travaux	SEPT 2026
Délai prévisionnel des travaux	16 mois, dont deux mois de préparation

Tout au long de la procédure, le Maître d'ouvrage se réserve :

- Le droit de ne pas donner suite à la présente consultation.
- Le droit d'attribuer le marché sans négociation, sur la base des offres initiales.

ARTICLE 8 – INDEMNISATION DES CANDIDATS

Il ne sera versé aucune indemnité aux candidats.

ARTICLE 9 – PIÈCES À FOURNIR POUR L'ATTRIBUTION

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, produit :

- Une attestation d'assurance décennale en cours de validité et couvrant les domaines d'activités du présent marché ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité et couvrant le domaine d'activité relatif au présent marché

Le candidat attributaire sera informé par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception de l'attribution du marché, il devra donc transmettre les pièces précitées dans un délai de 10 jours (réception dans les services de l'Université de Rouen) à compter de la date de réception de la lettre informant le candidat de l'attribution du marché. Si l'attributaire ne satisfait pas à cette obligation dans le délai prescrit, le candidat classé second sera choisi, les mêmes obligations lui seront imposées.

Toutefois si le candidat avait déjà remis ces pièces lors de sa candidature, elles ne lui seraient pas demandées une seconde fois

Signature de l'offre

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires que l'acheteur accepte les offres sans signature électronique à la remise des plis. Cette signature sera demandée ultérieurement au candidat retenu lors de l'attribution du contrat.

À l'issue de l'attribution, l'acheteur demandera à l'attributaire de signer les documents au format PADES.

Il est mis à disposition sur le profil acheteur un outil de signature intégrant le format PADES.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). À défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format PAdES exclusivement.

ARTICLE 10 – DECLARATION SANS SUITE DE LA PROCEDURE

Le pouvoir adjudicateur pourra décider de ne pas donner suite à la présente consultation pour un motif d'intérêt général. Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur déciderait de déclarer le marché sans suite, les candidats ne pourront prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES – MODALITES DE RECOURS

11.1. REGLEMENT DES LITIGES :

En cas de litige, le présent marché pourra faire l'objet d'une tentative de règlement devant le Comité Consultatif de Règlement Amiable des litiges (CCRA) :

DIRECCTE DES PAYS DE LA LOIRE

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends
Ou litiges relatifs aux marchés publics
22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES Cedex 1
Tél : 02 53 46 79 83 (mardi matin, mercredi, jeudi matin, de 9h à 12h)
Fax : 02 53 46 79 79 / courriel : Paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code Civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, la juridiction compétente sera celle du ressort d'appartenance du siège du pouvoir adjudicateur contractant.

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

11.2. VOIES ET DELAIS DE RECOURS :

Les recours suivants pourront être introduits devant :

Tribunal Administratif de Rouen

53, avenue Gustave Flaubert
76000 Rouen
Téléphone : 02 32 08 12 70
Télécopie : 02 32 08 12 71
Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

- Référé précontractuel prévu aux articles L551-1 à L551-12 et R551-1 du Code de Justice Administrative, pouvant être exercé depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L551-13 à L551-23 du Code de Justice Administrative pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés (dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique).